

ARRÊTÉ DU MAIRE

23 / 0878

TEMPORAIRE

Permission de voirie

Occupation du domaine public

Au droit du 130 B avenue Charles de Gaulle

Réf : 118/RA/DD/YL/VT

Le Maire de la Commune de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile de France,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de voirie routière,
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de **l'entreprise SUEZ-DTDICT** dont le siège social est situé ORDONNANCEMENT - DICT 51 avenue de Sénart - 91230 MONTGERON, en date du 3 avril 2023, afin de réparer le compteur du regard de la borne incendie (sur trottoir), au droit du N°130 B avenue Charles de Gaulle à Montgeron,
Considérant la nécessité de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

- Article 1 **L'entreprise SUEZ-DTDICT** est autorisée à travailler sur le domaine public afin de réparer le compteur du regard de la borne incendie, au droit du N°130 B avenue Charles de Gaulle à Montgeron. Les travaux s'effectueront sur trottoir.
- Article 2 **Les travaux se dérouleront du mardi 26 avril au lundi 16 mai 2023 de 9h00 à 16h00** période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
 - A Monsieur le Commissaire de Police
 - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 6 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron le, 12 AVR. 2023


Sylvie CARILLON
Maire de Montgeron
Conseillère Régionale d'Ile-de-France

